

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

LUNDI

17

NOVEMBRE

1975

N° 36

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

Moulins LA JUSTICE DES PATRONS SE FISSURE

«Encore un patron en prison» s'indignait «France Soir», après l'incarcération d'un patron à Moulins. Oui, encore un patron en prison pour un accident du travail, c'est le deuxième cette année, rendez-vous compte ! A voir la presse, à entendre les protestations outrées d'un Chotard, au nom du CNPF, d'un Hector Rolland, député maire de Moulins, on croirait que la justice s'acharne sur les patrons, qu'amendes et peines de prisons pleuvent sur eux. Le jour même où Planche le patron de Moulins était écroué, un directeur et un chef de chantier étaient condamnés à Caen à un mois de prison avec sursis ; ils étaient responsables de la mort de 5 ouvriers. Oui, il a bien scandale mais certainement pas là où le situent les patrons et leur presse.

Pour un patron en prison, ils ont l'indignation facile, mais que chaque jour périssent dans des accidents du travail 8 travailleurs ne les dérange pas. Nous ne les avons pas entendus lorsque M. Drygas s'est tué en tombant de l'échafaudage, parce que son patron avait pour des raisons de rentabilité, omis de remplacer une rambarde. Rolland traduisant leur inquiétude, déclare que si on laisse faire «dans dix ans tous les patrons seront en prison». Ils savent pourtant que la justice dans son ensemble leur reste dévouée et son indulgence acquise, malgré les actions de quelques magistrats courageux. Si Chotard et Rolland ont peur, c'est que ces failles dans l'appareil judiciaire, destiné à réprimer les travailleurs et à assurer la liberté d'exploitation aux patrons, sont dues aux coups de boutoir des masses. Au moment où justement ils auraient besoin d'une justice entièrement soumise, pour faire face aux luttes des travailleurs, des magistrats sensibles à cette lutte refusent de jouer le jeu. Leurs traditionnelles explications attribuant ce qu'ils appellent des accidents du travail à la fatalité ou à l'imprudence des travailleurs ne passent plus guère. Ceux-ci sont de plus en plus nombreux à prendre conscience de la responsabilité des patrons dans ce qui n'est autre que des assassinats. Cette prise de conscience débouche sur des luttes pour exiger que les responsables soient châtiés, que des mesures de sécurité soient prises, que les règlements existants soient respectés.

La lutte des travailleurs d'Usinor pour la sécurité, celle des mineurs du Nord pour le tribunal Populaire de Liévin, ont montré que c'est pour augmenter leurs profits que les patrons sacrifient la sécurité, il n'y a nulle fatalité là dedans. Avec ces travailleurs, l'ensemble de la classe ouvrière refuse maintenant d'être envoyé à la mort pour les profits des patrons. Voilà ce qui inquiète le CNPF. Ce qu'il défend en protestant contre l'incarcération de Planche c'est le droit de pouvoir continuer à assassiner en toute impunité. Nos luttes mettront fin à ce scandale.

Serge LIVET



AGIP

3 ouvriers du bâtiment assassinés chaque jour :
et les patrons ont protesté quand on incarcère l'un des responsables
de la mort d'un travailleur !

Après les vérifications de Poniatowski AUTORAIL CONTRE CAR SCOLAIRE EN PANNE : 62 ENFANTS ÉCHAPPENT A LA MORT

A la rentrée des classes Poniatowski a envoyé ses flics faire un contrôle des autobus de transport scolaire pour soi-disant vérifier la sécurité, le bon état de marche et le nombre d'enfants transportés.

Ce sont les enfants et les chauffeurs d'autobus qui ont fait les frais de ces contrôles en particulier dans la région de Béthune où c'est la société des autobus artésiens qui en plus des lignes régulières a le monopole des transports d'enfants. Les conducteurs étaient obligés de déposer sur le bord de la route les enfants en surcharge, qui devaient faire le chemin à pied. Les conducteurs, soumis aux contrôles, perdaient du temps sur un horaire qui est déjà très serré.

L'inefficacité totale de telles opérations est dramatiquement mise en lumière par l'accident survenu vendredi soir qui aurait pu tourner en catastrophe. 62 enfants ont échappé à la mort de justesse.

Sur les lieux de l'accident, samedi matin, un jeune élève du lycée qui avait été dans l'autobus et un retraité des chemins de fer des mines, me montrent les débris éparpillés de l'autobus. Le jeune raconte : «Nous étions 62 enfants de 11 à 17 ans des lycées et CES de Béthune ; 62, alors que le maximum est de 44 places assises car il n'y a pas de strapontins. Déjà, avant l'accident, une fumée noire passait dans l'autobus. Le moteur s'est arrêté ; il était totalement engagé sur le passage à niveau, quand la sonnerie a retenti. Les barrières automatiques s'abaissent. L'autorail Béthune-St Paul a franchi le signal voie libre, 45 secondes plus tard, il arrivera à 90 kms/h. C'est un semi-direct, il ne s'arrête pas à la halte. Le chauffeur du bus fait descendre immédiatement les enfants par la portière avant et évite la panique des petits qui se mettent à crier et à pleurer. La porte arrière est verrouillée ; elle ne peut s'ouvrir que de l'extérieur, soi-disant par sécurité pour les gamins. C'est un automobiliste qui suivait le bus qui s'est précipité pour ouvrir et faire descendre tous les enfants. Le choc a été très brutal. L'autobus a été coupé en deux ; une partie du train avant a été traînée sur 150 mètres par l'autorail.

suite page 4

PORTUGAL :

LE PCP tente de dévoyer la riposte d'ensemble

Faisant suite à la victoire remportée de vive force par les travailleurs du bâtiment vendredi dernier, la grande manifestation d'hier après-midi à Lisbonne marquait en même temps la puissance du mouvement des masses en lutte contre le sixième gouvernement réactionnaire et les difficultés politiques que rencontre ce mouvement.

(suite p. 8)

conférence de RAMBOUILLET MANOEUVRES CONTRE LE TIERS-MONDE

Hier après-midi, les travaux de la conférence de Rambouillet portaient en principe sur les rapports est/ouest, les rapports avec «les pays en voie de développement» et l'énergie.

Un communiqué officiel devant être publié cet après-midi, hier ce n'était que des affirmations «d'optimisme» sur cette «réunion fructu-

euses». Il apparaît cependant, que les 6 pays se sont accordés pour éviter une nouvelle hausse du prix du pétrole. La discussion aurait également porté sur la représentation des pays impérialistes à la conférence Nord-Sud, les pays du Tiers-Monde ayant demandé 4 nouveaux sièges supplémentaires.

C'est dire que cette réunion que

le gouvernement français présente comme un «succès diplomatique» était bien une manœuvre des pays impérialistes contre les pays du Tiers-monde à la veille de la conférence Nord-Sud de décembre.

Nous analysons la signification de la réunion de Rambouillet en page 4.

la vie du journal

**dans
notre
courrier**

**DEVENEZ CORRESPONDANT
DU JOURNAL.**
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au :
208 65 61 PARIS
de 8h30 à 13h.

**LES PAYSANS
DU PLATEAU DE
LANNEMEZAN
FACE A LA POLLUTION DE
PECHINEY
UGINE-KUHLMANN**

Au concours agricole de dimanche dernier à Tarbes, les agriculteurs et visiteurs ont pu découvrir un spectacle insolite, au milieu des plus beaux fleurons de l'élevage bigourdan, une vache qui ne peut prétendre au titre de « Reine du concours » : cette bête qui vient du plateau de Lannemezan est victime, comme son propriétaire, de la pollution fluorée des usines Pechiney-Ugine-Kuhlmann de Lannemezan, cette vache est condamnée. C'est ainsi que les paysans manifestent de plus en plus contre la pollution.

Deux associations de défense des agriculteurs des cantons de La Barthe et Lannemezan ont déjà obtenu une indemnisation partielle de leurs pertes, mais ces indemnisations, utiles à court terme, ne résolvent pas du tout le problème car les agriculteurs subissent malgré tout une diminution de leurs ressources, car la pollution s'accumule et stérilise les sols, car cette pollution met de plus en plus l'homme en danger dans cet environnement. Ils se sont organisés dans la SEPANSO avec des militants ouvriers pour lutter pour faire respecter les lois en matière de protection de l'environnement.

Camarades, continuez à nous tenir au courant de vos luttes.

Le Quotidien du Peuple
(publication du PCR (ml))
Adresse postale
BP 225 75 924
Paris cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris.
Directeur de publication
Y CHEVET
Imprimé par L.M.F.
Diffusé par les NMPP

ALLONS-NOUS RÉAGIR ?

Je suis chef de famille, c'est-à-dire que j'éleve seule 4 enfants, alors avec la société actuelle, l'oppression vis-à-vis des femmes, salaires plus bas, non reconnaissance de fait de « l'autorité des femmes », quand on va trouver un directeur de CES on est moins prise en considération : cela porte moins que si le père se déplace. Ne parlons pas des disputes avec les voisins à cause des enfants, du bruit : « on » envoie le « mari » face à la femme seule. Hier, mes gosses se sont fait rosser par des voisins excités, traumatismes, coups, j'ai du avoir recours à la plainte en justice, cette justice que je dénonce comme celle de la bourgeoisie alors ?

La santé de mes gosses m'y oblige sinon demain ils ne pourront plus sortir dans la cité... la psychose de la peur des « jeunes » dans nos cités-dortoirs c'est épouvantable, les commerçants sont odieux avec tous les jeunes et après s'étonnent que les jeunes réagissent en les insultant, en se foutant d'eux (...) allons nous réagir ? dire qu'il faut des terrains incultes où ils puissent grimper, sauter, crier sans le gardien de l'immeuble ou du square !!!

A Vitry, le dimanche et jour de fête : pas de square, le « gardien » flic est en congé, les gosses n'ont qu'à rester couchés ou avoir des parents assez riches ou disponibles pour les emmener en forêt. Ah j'enrage !

C.A. Vitry

Nous appelons toutes nos lectrices, mères de famille, qui habitent comme toi en cité à nous écrire pour témoigner sur cet isolement et cette division qu'entretient la bourgeoisie parmi les travailleurs, jusque dans leur logement, détruisant toute vie pour eux, frappant leur famille, leurs enfants... Quelle prise à la « campagne anti-jeunes » développée aujourd'hui ? qu'en pensent les travailleurs ? et les mères de famille ?

pour un douze pages six jours sur sept...

**COMPTE-RENDU D'UNE RÉUNION
DE LECTEURS A GRANDE SYNTHÉ**

Nous voudrions vous faire part de quelques remarques critiques sur le Quotidien du Peuple recueillies au cours d'une réunion de lecteurs à Grande Synthé où chacun pût donner son point de vue sur le Quotidien.

Tout d'abord plusieurs lecteurs ont tenu à dire qu'il y avait une très nette amélioration du point de vue technique : mise en page, présentation des articles, choix de photos... la première page est mieux soignée, elle présente nettement les grands points de l'actualité, l'édito se détache mieux, certains titres sont plus « accrocheurs ». Et, pour cela, ils adressent toutes leurs félicitations aux camarades chargés de la confection du journal. Et tous sont très intéressés de savoir quelle est l'ambiance à la rédaction, comment travaillent les camarades, etc...

Ensuite nous pensons qu'il y a une amélioration également du contenu des articles :

1° - le journal est plus informatif : il apporte plus d'informations (même brèves) sur les luttes, sur la vie des travailleurs ; et il est plus éducatif aussi dans la mesure où il fait plus de révélations sur les difficultés de la bourgeoisie et ses alliés ; dans la mesure aussi où il donne au lecteur des arguments permettant de combattre certains mots d'ordre ou thèmes de la propagande réformiste et révisionniste, et permet de mieux comprendre le nouveau capitalisme (les nouvelles formes d'exploitation de la classe ouvrière) et la nouvelle idéologie (le néolibéralisme) que tente de mettre en place la bourgeoisie (sont intéressants de ce point de vue en particulier les articles sur la violence et la série « nouvelle croissance, nouvelle misère »).

2° - ce qui intéresse le plus les lecteurs : ce sont les reportages et articles sur « les travailleurs et la crise », le courrier des lecteurs, les tables rondes. C'est à travers ces articles que le QdP mérite le mieux son nom, et répond le mieux à son objectif : être le reflet des préoccupations des travailleurs, être le lieu où

ils s'expriment, où ils font part de leurs réflexions sur la crise, les obstacles que dans les luttes ils doivent surmonter, les armes qu'ils doivent se forger pour mener la lutte à la victoire.

Mais il demeure des insuffisances, en particulier :

1° - la page des luttes : « ce qui est à l'ordre du jour c'est un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière » ; « il faut briser l'isolement pour un mouvement d'ensemble ». Voilà ce qui est affirmé. Et les exemples de luttes, d'une part ne sont pas encore assez nombreux ; d'autre part, ils se réduisent trop souvent à de simples descriptions de luttes sans expliquer le pourquoi du succès ou le pourquoi de l'échec sans mettre en évidence que la tactique réformiste et révisionniste, dans telle ou telle lutte, rentre dans un plan d'ensemble.

2° - le QdP, par définition doit être « enraciné dans toutes les préoccupations des travailleurs ». Car il n'intervient pas encore dans tous les domaines de la vie quotidienne. Il y a trop d'articles sur ce dont parle la bourgeoisie et pas assez d'articles sur ce dont ne parle pas la bourgeoisie.

3° - dans la page internationale, qui vise non seulement un but informatif, mais aussi éducatif, il faudrait des articles sur des luttes dans les pays capitalistes voisins (Belgique, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie, ect...) ; des articles sur le soi-disant « socialisme » suédois ; des articles sur la construction du socialisme en Chine et en Albanie, mais des articles qui ne se réduisent pas à une simple constatation des faits (par exemple « les maternelles en Chine ») mais qui montrent concrètement comment se mobilisent les masses pour l'édification du socialisme.

Enfin, et c'était là aussi le but de cette réunion : après avoir fait le bilan de la diffusion du QdP sur Dunkerque, nous avons exa-

miné ce que chacun pouvait faire pour aider à améliorer sa diffusion et faire connaître le QdP (l'afficher, le faire circuler, contrôler un ou plusieurs kiosques, etc...).

Mais aider à faire connaître le QdP, c'est aussi aider à améliorer son contenu et cela à partir d'initiatives qu'il est possible de prendre dès maintenant à Grande Synthé.

1° - rassembler les lecteurs isolés et inconnus : pour cela faire des réunions régulières de lecteurs du QdP, en utilisant le Quotidien pour, dans la rubrique des communiqués, annoncer le jour, l'heure et le lieu de la réunion.

2° - prendre en main la rédaction d'une page locale. Dans l'immédiat nous avons un projet : Grande Synthé est gérée par une municipalité d'union de la « gauche », et la Communauté Urbaine de Dunkerque est dirigée par un « socialiste ». Dès maintenant nous nous mettons au travail pour une série de reportages et témoignages sur ce thème. Comment ça se passe dans une telle municipalité et dans une telle communauté urbaine... le rapport de la municipalité ou de la CUD avec les habitants... l'utilisation du budget, les impôts locaux, etc... Comment est vue la municipalité ou la CUD, etc...

Dès maintenant une habitante de Grande Synthé est en mesure de vous faire parvenir son témoignage. Nous pensons qu'il peut alimenter la rubrique du courrier des lecteurs, et ainsi aider au débat sur ce thème des municipalités tenues par les révisionnistes ou une coalition de « gauche », comment on vit dans une telle commune ? débat qui aura toute sa place dans le 12 pages 6 jours sur 7 que nous souhaitons très vivement.

Au total cette réunion nous a permis de mieux comprendre à quel projet politique le QdP devait répondre, et aussi que le QdP est notre Quotidien et qu'il sera ce que nous en ferons.

des lecteurs
de Grande Synthé.

JE M'ABONNE

250 F 1 AN 80 F 3 MOIS
150 F 6 MOIS 30 F 1 MOIS

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

**demain la suite de notre débat
LES TRAVAILLEURS
ET LA CRISE**

**GAGNONS LA BATAILLE
DE LA DIFFUSION**

Le bilan d'un mois de diffusion du Quotidien du Peuple permet déjà de déceler des anomalies, des « erreurs » dans la distribution.

Nous ne comptons pas sur la bourgeoisie pour nous aider à assurer, dans les meilleures conditions, la diffusion du journal. Il est temps aujourd'hui de rappeler l'importance d'un contrôle incessant de la distribution. Dans trop de kiosques encore le journal est épuisé à 10 heures du matin, tandis que dans d'autres, les invendus restent nombreux. Trop souvent encore la ventilation des journaux, au niveau d'une ville, n'est pas suffisamment contrôlée, le plan de répartition pas régulièrement mis à jour.

Les négligences en ce domaine peuvent créer un climat de « manque de confiance » chez les kiosquiers vis-à-vis du journal. Elles peuvent alimenter la campagne malveillante engagée par

ailleurs pour tenter de les décourager de diffuser le Quotidien du Peuple. Nous savons qu'il ne tient qu'à la bourgeoisie de donner plus d'ampleur à cette campagne pour tenter de nous étouffer.

Qu'est-ce que tout cela veut dire ? Cela veut dire qu'un journal révolutionnaire ne peut pas se développer tranquillement et sans difficultés dans un pays capitaliste. Cela, nous le savions, les lecteurs le savaient. Vous êtes nombreux à nous faire parvenir vos témoignages sur la façon dont se diffuse le Quotidien du Peuple parmi les travailleurs, sur la façon dont il circule dans les entreprises, étendant chaque jour son audience. Continuez à nous envoyer ces témoignages. Nous les publierons jour après jour. Ils sont précieux parce qu'ils nous montrent la possibilité pour un journal révolutionnaire, parce qu'il répond de plus en plus profondément aux aspirations des masses, de vivre et de se développer et de connaître une large diffusion.

en bref

OPÉRATION «COUP DE POING» DANS L'ESSONNE...

La lutte contre la grande criminalité continue. C'est du moins ce qu'on dit. A première vue, on pourrait croire que ce n'est pas la bonne méthode pour attraper les truands, gangsters ou trafiquants que de «contrôler les cafés et cinémas» que de faire «irruption dans 3 grandes surfaces ouvertes en nocturne» (comme si les truands et autres gens «honorables» achetaient des sardines à l'huile en réclame !) mais enfin puisqu'ils continuent, ça doit être utile, non ?

C'est France-Soir qui (une fois n'est pas coutume) nous donne la solution en précisant que «de 20H30 à minuit, les groupes de policiers, accompagnés de chiens, ont fouillé les caves des grands ensembles où souvent la jeunesse se réfugie la nuit».

Lutte contre la grande criminalité ou manœuvres anti-jeunes ? Avec les flics, les devinettes sont faciles à trouver.

LES GARS DE LA MARINE...

Décidément, pour la presse pourrie, tout est bon pour déverser sa haine des jeunes et de leur révolte.

Là, le prétexte trouvé, c'est la visite de Jean Gabin à son fils qui fait son Service Militaire dans la marine. Pour «France-Soir», l'abrutissement, la discipline aveugle, le bourrage de crâne, c'est de la blague, ce qu'il en retient : «Mathias va faire un beau voyage». Le Parisien «Libéré», lui, a bien entendu la prime avec sa nostalgique conclusion : «cet amour de son arme de la part d'un homme qui incarne tous les durs de son époque, quelle leçon pour tous ceux qui, sans penser à servir, font la moue devant l'uniforme !»

jeunesse et sports - éducation

deux budgets, une même politique

«Finalement, les grèves, à quoi ça sert puisque le gouvernement s'occupe de nous ? La preuve ? Le vote la semaine dernière des budgets de la jeunesse et des sports d'une part, de l'éducation d'autre part.

Une chose est sûre : il faut avoir une certaine connaissance des maths pour comprendre le budget. Par exemple le budget de la jeunesse et des sports : 0,73% du budget général nous indique-t-on, c'est déjà trop. Mais, sur ces 0,73%, 67% sont consacrés au sport à l'école, 67% qui devraient relever du Ministère de l'Éducation Nationale. Ainsi ce n'est plus 0,73% mais 2 millièmes du budget qui sont consacrés à l'aide aux organismes sportifs, à l'aide aux organisations de jeunesse, et aux équipements.

Il est vrai, nous le concédons, que dans le même temps, les finances d'un autre organisme pour jeunes se sont considérablement accrues : le budget de Poniowski : +20%.

Il semblerait que M. le ministre soit passé un peu vite sur la réalité : sur les classes surchargées, au détriment à la fois des élèves et des professeurs : nervosité, devoirs et corrections «à la chaîne», très peu de discussions, recours à la discipline stricte et sur les milliers de Maîtres-Auxiliaires au chômage qui ne demandent qu'à enseigner. Pour comble, le budget prévoit une réduction supplémentaire de postes au CAPES, aux IPES et à l'agrégation.

Toutefois, ne soyons pas méchants, une chose est remarquable dans le budget de l'éducation : le discours. Ainsi, comment ne pas être admiratif devant de telles pensées : «L'avenir est incertain, dangereux peut-être. Nous ne parviendrons à gérer l'imprévisible que si les millions de jeunes qui sont la France de demain, disposent

d'une formation intellectuelle, culturelle et morale à la hauteur de leurs responsabilités futures». Malheureusement, lorsqu'on revient aux dures réalités de la vie, on s'aperçoit par exemple qu'en 4 ans l'Université Pierre et Marie Curie (organisme de recherche scientifique) a vu ses crédits diminuer de plus de 50%, que la part de la recherche dans le budget baisse constamment et que cette année l'augmentation des crédits est inférieure à la hausse des prix. Bien inférieur si l'on tient compte du fait qu'étant donné l'appareillage moderne nécessaire, l'indice du coût de la recherche est de 50% supérieur à la hausse moyenne des prix. Et ce tarissement des sources affecte en premier lieu la recherche fondamentale, c'est-à-dire la recherche non productrice de profits à court terme.

Si la formation intellectuelle, culturelle et morale est au centre des préoccupations de M. Haby (c'est sans doute ce qu'il sous-entend, lorsqu'il déclare : «le gouvernement a défini l'acte éducatif. Il a le devoir de contrôler que chacun s'y conforme») il n'en est pas de même des difficultés importantes que signale pour une famille populaire l'envoi des enfants à l'école. Là, les préoccupations de M. Haby sont pour le moins discrètes. Car ce n'est pas encore dans ce budget 76 que nous entendons parler de gratuité des livres (en 6ème, l'allocation couvre 50% des frais de livres et en 5ème, 30%) ou de gratuité du ramassage scolaire. Par contre, c'est là que nous apprendrons que les crédits affectés aux bourses ont diminué de 16% (sans doute au nom de l'égalité des chances !). Autre mesure «sociale», on rencontre dans le budget 1 707 agents d'internat «hors budget». Ce qui signifie simplement qu'Haby-Ponce Pilate, en laisse le financement, non au St Esprit, mais aux familles, via les frais d'établissement.

«Tout se passe comme si l'évolution récente de notre société avait provoqué chez les adultes les plus impressionnables une sorte de panique métaphysique et morale.» Rassurez-vous, monsieur le ministre, le danger n'est pas là. La réalité nous la voyons et tout votre baratin ne peut cacher le visage de votre budget : le budget de votre réforme contre laquelle nous nous sommes battus il n'y a pas si longtemps, le budget de la théorie des 2 vitesses généralisée, de la loi Royer généralisée, bref, le visage hideux de la sélection sociale, de la répression et du bourrage de crâne réactionnaire.

Si nous l'oublions, vous seriez là pour nous le rappeler. Comme vous le dites vous-même : «la plus haute mission de mon ministère» : «rassurer (les jeunes) sur la solidité, la valeur humaine, la justice de nos institutions, que ceux qui veulent les

détruire s'emploient à dénigrer» et comme vous le précisez : «Nous manquerions à notre devoir si nous acceptions de livrer de jeunes consciences aux propagandes unilatérales et aux publicités avilissantes».

Pour une fois, Monsieur le Ministre, permettez-nous d'être d'accord avec vous : nous ne laisserons pas les jeunes à la propagande unilatérale de l'enseignement actuel, synonyme de mépris pour les travailleurs, synonyme de crachat pour les révoltes du peuple.

Le budget 76 nous rappelle une fois de plus la réalité de l'école actuelle : l'école du capital, l'école de la sélection sociale.

Mais à l'éducation de l'école des patrons, nous opposerons notre propre éducation : la lutte.

Patrick ISNARD

DANS NOTRE COURRIER

J'ai lu vos articles sur la délinquance et je vous écrit pour vous raconter ce que j'ai vécu, cela confirme ce que vous avez dit.

J'habite depuis 16 ans le même quartier de Saumur, et depuis toujours j'ai connu une famille voisine dont le père, ancien officier dégradé, veut monter dans l'échelle sociale à tout prix mais reste toujours ouvrier. Ils ont cinq enfants dont un gars avec qui je jouais et avec qui je sortais. A l'âge de 13 ans nous allions en ville dans les magasins voler ce que l'on nous montrait tant et qui nous faisait envie ; puis l'habitude est venue, mais nos besoins grandissaient. Ensuite c'était le copain à qui il fallait un autre pneu sur son vélo, alors on allait en ville, on montait sur un vélo et on partait dans un coin tranquille pour démonter le pneu. Puis après avoir travaillé pendant les vacances, on acheta des mobylettes. Pour les réparer on allait à la sortie du cinéma, on cherchait une mobylette et on prenait les pièces dessus. Ce que j'ai remarqué, c'est qu'à chaque coup que l'on faisait, c'était Jean-Paul, le plus jeune qui prenait le plus de risques. Dans sa famille, il était délaissé, dégoûté, à l'école il était devenu un cancre ne pensant qu'à faire des conneries avec «ses copains». Un jour il cambriola une cave ; il fut pris et envoyé dans une maison de «rééducation» où il fut mélangé avec des délinquants de plus haut degré que lui. Un an après il en est sorti, apparemment réadapté.

Pendant un an je l'ai perdu de vue, mais il y a 15 jours de ça, je l'ai revu et il m'a annoncé qu'il avait eu des ennuis avec les flics et qu'en plus il était au chômage. 2 semaines après, j'ai appris qu'il s'était engagé.

Un lecteur de Saumur

LA CAMPAGNE ANTI-JEUNES CONTINUE...

La ville aux multiples usines, une ville comme tant d'autres : Besançon. 2 quartiers populaires comme il y en a des dizaines : battant et l'Horlo, 2 bandes de jeunes ; il n'en faut pas plus à la presse de Poniowski pour enchaîner sur le refrain à la mode en ce moment : «jeunes = violence = danger».

Les faits : 2 bandes qui s'affrontent. Pourquoi ? Nul ne le sait mais beaucoup se posent des questions. Un jeune de Battant nous dira : «c'est un coup monté : la semaine avant, on était «averti» qu'à l'horlo «on préparait des matraques» et le jour même, comme par hasard, les flics étaient là, préparés et tout. Ils ont quadrillé tout le quartier, bloqué la circulation pour bien montrer qu'ils sont là et qu'ils servent à quelque chose».

Quoi qu'il en soit, cette affaire tombe à pic, c'est l'occasion rêvée pour la presse aux ordres de déclencher une campagne de grande ampleur.

Un article de l'Est Républicain est significatif à cet égard : après un bref rappel de la condamnation à mort de

ce jeune de 17 ans, l'article indique : «récentement une bande de jeunes a failli provoquer une bagarre qui aurait pu se solder par un drame. Un regard sur les armes utilisées par les jeunes fait réfléchir : chaînes...».

2 jours avant, voilà comment ils relaient l'affaire : «déclarant la guerre à ces voyous, les policiers en civil et en uniforme ont tendu mercredi vers 18h, une vaste souricière, place Marulas, et sont intervenus au moment où une dizaine de jeunes armés s'apprétaient...»

Quittant le style roman policier, l'auteur de l'article embraye sur le reportage sportif : «après de splendides poursuites, les policiers vivement encouragés par les passants...» mais la fin de l'article nous fait revenir à la réalité : la volonté d'habituer la population à une présence policière massive : «il va de soi que la police continuera de surveiller la place Marulas et de monter de semblables souricières pour assurer la protection de tous les paisibles promeneurs, jeunes gamins et personnes âgées comprises».

Tous les moyens sont bons pour

«Flics et béton : les loisirs des jeunes»



pour effrayer la population, pour lui faire souhaiter le renforcement des forces de répression. Ainsi au bas de l'article de l'Est Républicain, on trouve un petit encadré bien mis en valeur par les caractères : «lire en page régionale - bagarre à la sortie de l'école - Lisiane, 13 ans, meurt à

l'hôpital». La confusion est assez nette et voulue : deux affaires totalement différentes dont la deuxième arrange bien la bourgeoisie pour mettre en valeur la première.

Une semaine après, la campagne

continue avec un article-recette : «contre les agresseurs des personnes âgées deux remèdes : la fermeté et le sang-froid». Mais là, on a franchi un degré : ce n'est plus seulement le soutien de la police que l'on veut susciter, c'est carrément la collaboration que propose le commissaire interrogé : «la solution la plus sûre et la plus efficace pour se débarrasser des individus douteux et par voie de conséquence de réduire la délinquance consiste à collaborer avec les gendarmes locaux en les renseignant sur tout ce qui leur semble suspect». Suit la liste de tous les détails suspects.

Mettre systématiquement à la une les agressions de vieillards, monter en épingle la violence dans les bals, utiliser un affrontement plus ou moins manipulé entre deux bandes de jeunes, décidément tout est bon à la bourgeoisie pour salir les jeunes et dresser la population contre eux.

Mais, nous ne serons pas sans riposte face aux attaques de la bourgeoisie, face à ces calomnies. Nous riposterons en montrant aux travailleurs notre vrai visage : rouge, non de honte mais de colère.

politique

62 ENFANTS ÉVITENT LA MORT DE JUSTESSE

suite de la page une

Le retraité de chemin de fer me fait examiner les morceaux : « Regardez le moteur, il est plein de cambouis ; ça fait longtemps qu'ils ne l'ont pas vérifié ! » Dans les morceaux tordus, apparaît bien la vieille pourriture seulement recouverte d'une couche d'anti-rouille. « Sur les amortisseurs, pas une seule trace de graisse ; sur les rotules, il y a 5 centimètres de terre, et en-dessous, c'est mangé par la rouille. Le radiateur aussi, regardez il est bouffé par le ventilateur ! »

Un attroupement de jeunes s'est formé autour de nous ; ils dénoncent tous les autobus artésiens « ils mettent ces bus pour transporter les écoliers. Ils ne les mettent pas sur les lignes régulières parce qu'ils ont peur qu'ils tombent en panne. Hier, le bus est passé, il était si plein, que la barrette traînait par terre. Un jour, au début de l'année dans un bus comme celui-là, on était 89 ! » Les jeunes commencent à penser à s'organiser pour lutter contre de telles conditions de transport.

Corr. Béthune

Moulins la réaction se mobilise pour justifier le patron emprisonné

A Moulins, ville commerçante plutôt bourgeoise, « l'affaire Planche » cause beaucoup d'émotion. Dans les cafés chics de la ville, les bruits vont bon train : « c'est une gauchiste, cette juge. Il va lui arriver des ennuis, c'est moi qui vous le dit ». Depuis son incarcération, Jean Planche est transformé en martyr. Sa famille vient de faire savoir qu'il a eu un accident cardiaque, qu'il fallait l'opérer... Chose un peu surprenante chez un patron qui se vante d'être toujours avec ses ouvriers « là où c'est dur ». En tout cas, Planche a du « beau monde » avec lui : déjà, vendredi, une centaine de patrons et de cadres manifestait devant la préfecture avec à leur tête le député UDR Hector Rolland qui y est allé de son habitude déclaration tonitruante : « c'est un véritable complot... Si cela continue ainsi, tous les patrons seront en prison dans dix ans ». Cet après-midi, le syndicat des entrepreneurs de Moulins envisage une « manifestation de masse » devant le palais de justice. Il paraît même que les entrepreneurs lyonnais seraient convoqués...

s'éclaircir. Voilà ce qui s'est passé pour cet ouvrier portugais, qui loge dans un bungalow des chantiers de l'hôpital de Decize : « le chef de chantier, on le connaît bien, il est de notre village. Quand le patron a été mis en prison, il nous a dit : moi, j'arrête de travailler tant qu'il est en prison, si vous voulez travailler, allez-y, mais je vous préviens s'il y a un accident, vous n'êtes pas couverts... Alors on a arrêté, et depuis on attend. Il nous a dit aussi que de toute manière on serait payé pour jeudi et vendredi ».

Voilà qui éclaircit bien la nature de ce mouvement de grève « spontanée ». D'ailleurs, les ouvriers n'auraient jamais eu l'idée d'aller manifester pour leur patron. « Ce sont des gars de Vichy qui y sont allés, on les a emmenés en camion ».

Madame Drygas, la veuve de l'ouvrier tué sur le chantier, ne comprend pas bien que l'on fasse tant d'histoires : « Mon mari était dans le bâtiment depuis 19 ans. Auparavant, il était mineur et c'est moi qui lui avait demandé de changer : je croyais que le bâtiment c'était moins dangereux que la mine... Vous voyez que pour les ouvriers, c'est partout la même chose. Mais on ne me fera pas croire qu'il a

commis une imprudence. Ce que je ne comprend pas, c'est que la sécurité sociale et la police ont fait une enquête tout de suite. Ils doivent bien savoir ce qui s'est passé... Mais il y a des parents d'élèves de l'école à côté qui ont vu que le lendemain, on installait des filets de sécurité partout ». Ce n'est pas sur l'enquête de la police qu'il faut compter pour connaître la vérité. Par contre, le témoignage d'un ouvrier marocain qui travaillait avec Mr Drygas est accablant : « Mon camarade déchargeait une benne de ciment. Il s'est appuyé sur le garde-fou, celui-ci a cédé. C'est donc qu'il était en mauvais état. Il n'y avait de filets qu'à l'étage au-dessus ».

Or, aujourd'hui, cet ouvrier, semble-t-il, est menacé. Et on sait que pour un travailleur immigré, les pressions sont faciles. D'ailleurs, le frère de Planche a déclaré : « Le juge estime peut-être que mon frère pourrait faire pression sur les témoins. Mais ces pressions, qui m'empêchent de les exercer, moi ». Par delà la bravade, il y a une menace précise. Chez les travailleurs de la région, on approuve la décision du juge. Un ouvrier de Pötain disait : « C'est tout à fait

normal, et c'est tellement rare qu'un patron ait vraiment des ennuis suite à un accident du travail qu'on peut dire que cette juge est courageuse. Ce qui nous a surpris, c'est la manifestation des ouvriers vendredi. Mais je crois qu'elle était téléguidée. Et puis, vous savez, l'argument « pas de patron, pas de travail », il a du poids : à Moulins, il y a 2000 chômeurs, pour une ville de 30 000 habitants ». Un autre ajoute : « Que des patrons soient poursuivis, c'est bien. Mais dans les grandes usines, ça ne remonte jamais jusqu'à eux. Et je ne sais pas si un juge suffirait pour y parvenir. C'est quand même les ouvriers qui sont directement concernés qui peuvent vraiment les inquiéter ».

C'est bien là qu'est le problème. Et si Lecanuet n'a pas réagi contre cette incarcération, c'est peut-être parce qu'il compte calmer la colère des travailleurs devant la manière dont on dispose de leur vie, en laissant, dans quelque cas particulièrement odieux, la justice prendre quelque sanction. Mais le mouvement de mécontentement chez les travailleurs est beaucoup plus profond. Il ne sera pas submergé ainsi.

Dimanche 16/11 Eric BRÉHAT

APRÈS «LECANUET SE REBIFFE» «LECANUET SE PLIE»

« Il n'y a pas et il n'y a jamais eu de problème entre mon collègue et ami Poniatowski », vient de déclarer Lecanuet ! Personne ne voit l'intérêt d'une telle mise au point, tout le monde avait noté l'entente cordiale qui règne entre les 2 ministres de Giscard particulièrement il y a trois jours quand Lecanuet déclarait que « des policiers s'entretient et tuent des victimes innocentes lors d'opérations de police ».

Voilà donc la querelle de la droite étouffée pour un week-end. A quand la prochaine rebuffade du ministre de l'injustice !

MME PLIOUCHTCH ÉCRIT A MARCHAIS

Madame Pliouchtch, la femme du mathématicien soviétique interné dans un hôpital psychiatrique, vient d'adresser une lettre à Marchais. Elle se déclare « surprise d'apprendre que le P.C.F. a manifesté de la compassion pour le sort de mon mari » et espère que cette position « n'a pas été fortuite ».

Il faut se rappeler que le P.C.F. se devait de prendre position car au moment où il tenait un « rassemblement sur les libertés » le PS en tenait un précisément sur Pliouchtch. Le P.C.F. qui aspire au pouvoir pour gérer les intérêts de l'impérialisme français doit d'une part se démarquer de l'union soviétique ; mais il ne peut aller trop loin dans cette démarcation sous peine de renforcer le caractère de repoussoir que constitue aujourd'hui ce pays auprès des peuples qui aspirent au socialisme. Le P.C.F. est d'autant plus limité dans ses démarcations vis à vis de l'URSS qu'il voudrait voir développer avec ce pays les liens de l'impérialisme français.

Si la position du P.C.F. à propos de Pliouchtch n'est pas strictement « fortuite », elle n'en est pas moins embarrassée.

Quant à la soi-disant grève de solidarité des ouvriers de l'entreprise, les choses commencent à

conference de RAMBOUILLET

UN SOMMET POUR L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

Depuis deux jours, Giscard reçoit au château de Rambouillet les chefs d'Etat des principaux pays impérialistes (Etats-Unis, Allemagne de l'Ouest, Italie, Japon et Grande-Bretagne). A l'ordre du jour « l'organisation d'une coopération constructive » dans le domaine des relations internationales. Mais peut-on attendre autre chose que des grandes manœuvres de type impérialiste d'une telle réunion, dont sont exclus les pays du Tiers-Monde, à l'approche de la reprise du « dialogue Nord-Sud » ?

VICTOIRE DIPLOMATIQUE FRANÇAISE !

C'est en juillet dernier que Giscard avait lancé l'idée d'une conférence monétaire au sommet, n'hésitant pas alors à affirmer : « ce que le monde appelle crise du capitalisme est en réalité une crise monétaire ». Face à l'impasse dans laquelle sont engagées les discussions sur la réforme du système monétaire international, définitivement disloqué en 1973 avec la deuxième dévaluation du dollar et le flottement généralisé des monnaies, Giscard soulignait alors l'urgence qu'il y avait à se mettre d'accord au niveau des instances politiques supérieures.

En fait, si l'idée semble se concrétiser aujourd'hui, il y a loin du projet de départ au sommet de Rambouillet. Sous la pression des américains, à qui profite le désordre monétaire actuel, puisque le dollar continue à jouer le rôle prédominant dans les échanges internationaux. Le « conclave » souhaité par Giscard, s'est transformé en « séminaire de réflexion », sans

Les chefs de file impérialistes occidentaux se concertent à la veille de la conférence Nord-Sud avec le Tiers-Monde



conséquence pratique. Il n'accordera de plus aux problèmes monétaires qu'une place très limitée. Leur discussion sera noyée dans celle, qui intéresse par contre beaucoup Ford et Kissinger, de la définition d'une stratégie commune aux pays impérialistes face au Tiers-Monde.

ALIGNEMENT DES POSITIONS MONÉTAIRES FRANÇAISES ET AMÉRICAINES

Fait significatif, la traditionnelle controverse qui opposait Français et Américains au sujet des taux de change, semble dans le même temps avoir considérablement perdu de sa vigueur. La querelle qui mettait aux prises les tenants de parités fixes (les français) et les défenseurs du flottement libre des monnaies (les américains) n'était pourtant pas simplement technique. Il n'est pas indifférent en effet aux industriels français que le dollar coûte 4 ou 5 francs, au gré des jours : leurs exportations selon les cas en sont ou non

facilitées. Pas indifférent non plus aux pays du Tiers-Monde, chez qui la position française avait un large écho, du fait de leur souci d'obtenir des recettes stables de leurs exportations. Quant aux Américains, ils ont pu grâce au flottement du dollar, redresser sensiblement leur commerce extérieur. Aussi avait-on pris l'habitude, jusqu'à ces derniers mois, des empoignades régulières entre Fourcade et Simon représentants respectifs des impérialismes français et américains, même si la position française s'était déjà assouplie avec la revendication de « parités fixes, mais ajustables ». Mais après le discours télévisé de Giscard mercredi, qui affirme qu'« il ne demandera pas aux américains de défendre une certaine parité du dollar » et que « l'heure n'est pas encore venue d'écrire noir sur blanc une réforme d'ensemble du système monétaire », on ne voit plus bien ce qui distingue les 2 positions.

Voilà en tout cas, une démonstration supplémentaire du fait que confrontées à la crise

actuelle les bourgeoisies européennes, qui tentaient jusqu'à présent de se ménager une certaine marge de manœuvre vis-à-vis de leur concurrent, l'impérialisme américain, manœuvrent aujourd'hui en recul. Comment pourraient-elles se plaindre en effet du fait que, grâce à la baisse du dollar, l'ensemble des pays industrialisés aient pu récupérer la majeure partie du produit des hausses du pétrole en 1973 ?

La médaille a toutefois son revers : car la France ne pourra plus guère se prévaloir auprès des pays du Tiers-Monde de défendre des positions communes. Elle perd ainsi un des atouts maîtres de son redéploiement. C'est la preuve supplémentaire de sa faiblesse.

UNE RÉUNION D'ETAT MAJOR CONTRE LE TIERS-MONDE

Dans ces conditions, à quoi va tendre le sommet de Rambouillet, puisque la partie monétaire se trouve jouée d'avance, au profit des américains ? De fait, elle risque bien de n'être, à l'approche de la reprise de la conférence sur les matières premières et le développement, (qui regroupe pays producteurs et pays consommateurs), qu'une réunion de l'Etat Major des pays impérialistes destinée à préparer, sous la bannière des Américains, de nouvelles grandes manœuvres contre le Tiers-Monde, manœuvres de divisions, de camouflage du pillage sous couvert d'aide au développement. Mais face à l'unité aguerrie du Tiers-Monde de telles manœuvres ne seront jamais que des expédients impuissants à retarder la chute de l'impérialisme. Voilà un sommet qui risque bien d'être un sommet pour rien.

Frédéric MONTAGNET

FRONT ROUGE

N°1 - NOUVELLE SÉRIE

organe central du PCR (ml)

vient de paraître

LE NUMÉRO : 51

Passez votre commande :
FRONT ROUGE - BP 161
75864 PARIS CEDEX 18
CCP 31 191 14 La Source

SLIC A BILLANCOURT LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS CONTRE LA RÉPRESSION SYNDICALE

La SLIC, c'est une petite boîte de transformation de caoutchouc à Boulogne Billancourt. Des ateliers sans fenêtres, pas d'aération alors que les ouvriers travaillent avec des produits toxiques (Trichlore), une chaleur insupportable l'été...

90 ouvriers, tous immigrés et tous OS font leur 9h de travail par jour dans ces conditions. Une maîtrise fasciste et raciste, passant le plus clair de son temps à surveiller, réprimer les gars qui ne peuvent tenir les dures cadences. Depuis quelques temps le travail a augmenté à la SLIC, mais le nombre d'ouvriers lui a diminué.

Le résultat c'est qu'aujourd'hui un gars doit s'occuper de deux machines à la fois. 1800 F maxi pour 50h par semaine, c'est le lot des travailleurs immigrés de la SLIC. Aussi, petit à petit, ils se sont organisés pour lutter. Ils ont créé une section syndicale CFDT. Aussitôt, c'est la répression : celui d'entre eux (délégué syndical depuis

le 25 octobre), considéré comme le «meneur» est l'objet de menaces, de vexations, d'avertissements, puis finalement, est licencié le 27, (deux jours après sa nomination), avec l'accord de l'inspection du travail. La réaction ne se fait pas attendre, c'est la grève, totale et illimitée, puis, quelques jours plus tard, l'occupation. A la réintégration de leur camarade, les grévistes ont ajouté d'autres revendications : augmentation des salaires (0,50 F de l'heure pour tous), attribution des congés d'ancienneté prévus par la convention collective, prime de vacances égale au treizième mois et payable avant les congés. Si le patron a reculé sur ces revendications, par contre, il ne veut rien savoir sur la réintégration du délégué. Il craint l'organisation des ouvriers. Mais il devra céder car les travailleurs sont décidés : «on ne rentrera qu'avec lui» affirment-ils !

Gérard PRIVAT

Air France : NÉGOCIER A TOUT PRIX... OU CONSOLIDER LE RAPPORT DE FORCE

Séguy, vendredi déclarait : «il faut l'affirmer, la seule solution au conflit, c'est de s'asseoir autour d'une table de négociation et négocier». Les travailleurs, eux parlent différemment : «notre but est d'imposer des négociations à la direction». Ce n'est pas tout à fait la même chose, car ce que propose Séguy, c'est de négocier au plus vite, sans préparer les moyens qui permettront d'aborder ces négociations avec un rapport de force suffisant.

Or, quelle est la question centrale, aujourd'hui ? D'un côté les travailleurs qui jusqu'ici, ont un rapport de force favorable, de l'autre, la direction qui est sur la défensive. La deuxième chose, c'est qu'aujourd'hui, la direction tente de regagner du terrain, refuse de négocier pour faire un exemple et attend le pourrissement de la lutte, comptant par là imposer la reprise à peu de frais. Le problème, pour les travailleurs, est donc d'éviter ce pourrissement, d'éliminer tout ce qui peut freiner la lutte. Il faut développer l'action dans les

différents secteurs de la compagnie, rallier les non grévistes à la grève, coordonner l'action entre les différentes boîtes en lutte, notamment celles qui sont déjà venues apporter leur soutien, trouver des actions mobilisatrices. Voilà ce qu'entendent les travailleurs, quand ils parlent «d'imposer des négociations». A Orly Nord, vendredi, c'est cette voie qui s'affirmait sous les applaudissements des travailleurs CGT ou CFDT «nous devons maintenir les revendications et les maintenir fermement tenir pour empêcher la

direction de nous amener à négocier sur des revendications secondaires ; ce qui était mis en avant, c'était la nécessité d'avoir un soutien actif des autres travailleurs, de les rencontrer pour débattre avec eux «nous avons rendez-vous avec nos camarades de la SNECMA, d'IBM qui vont venir nous aider à nos collectes ; mais aussi «nous devons dire non aux augmentations hiérarchisées qui font que certains toucheraient des augmentations supérieures au salaire d'un OS...»

Oui, il faut gagner !



PARIS-RHÔNE «IL FAUT RENFORCER L'UNITÉ DES DEUX BOÎTES...»

Depuis le jeudi 13, les ouvriers de Paris-Rhône de Lyon (8ème arrondissement) sont en lutte pour une augmentation de 250 F pour tous. La lutte s'est étendue à l'autre usine qui se trouve dans le troisième arrondissement. Après quatre jours de lutte les grévistes s'affrontent à la direction de la CGT qui tente par différentes manœuvres de briser le Comité de grève pour essayer de se maintenir à la direction de la grève.

MALGRÉ LES MANOEUVRES DES RÉVISIONNISTES...

Quel est le jeu des dirigeants CGT du 8ème ? Vendredi soir à la réunion du Comité de grève ils déclaraient vouloir sortir du comité, sur ordre de l'Union Métaux. Cette décision ne faisait pas l'unanimité des militants CGT. Mais, samedi, dans la journée, elle était démentie. En début d'après-midi une délégation du comité de grève du 3ème se rend à l'usine du 8ème. Le matin en AG ils ont décidé d'occuper leur usine à partir de lundi. La CGT du 8ème est en réunion, au bout d'une heure et demie, un de ses représentants daigne venir trouver ceux du 3ème : «revenez demain, on verra à ce moment-là !» C'est la seule réponse apportée aux ouvriers qui

demandent que s'organise rapidement la coordination des deux usines. Ceux du 3ème insistent, exigent des mesures immédiates. Il leur faudra attendre encore plus de deux heures pour qu'enfin une délégation vienne les trouver. Les dirigeants de la CGT démentent alors qu'ils aient voulu se retirer du comité, d'avoir déclaré que la grève était minoritaire et qu'il fallait l'arrêter. Ils désignent des représentants au Comité Central de grève. Les révisionnistes du P«C»F qui dirigent la section CGT se sont appuyés, pour annoncer ces «démentis», sur différents trotskystes qui se sont prêtés à leurs jeux et à leurs manœuvres.

Ce matin ils remettaient à nouveau en question le rôle dirigeant du comité, et repoussaient la première réunion du Comité Central de Grève.

...LES TRAVAILLEURS AFFIRMENT LEUR VOLONTÉ DE LUTTE

La comédie a assez duré, c'est l'avis des ouvriers du 3ème qui se trouvaient sur place hier matin :

«Il faut qu'ils s'expliquent devant tout le monde, en petit comité c'est

trop facile», «il faut passer par dessus ces gens là !» «Le délégué syndical (révisionniste) nous a dit hier que de notre avis il s'en foutait !, pourtant on est à la CGT comme eux», «un comité de grève c'est indispensable, dans le 3ème des gens qui ne participaient jamais à l'activité syndicale sont sur la brèche 24h sur 24, malgré leur problèmes familiaux». Des syndiqués CGT témoignent : «il y a deux CGT ici, eux, ils représentent tout ceux qui sont contre la grève», une gréviste ajoutait «notre grève ça ne rentre pas dans leurs plans»

Au même moment des équipes de popularisation ou anisaient des collectes sur les marchés. De nombreuses délégations d'usines sont venues à Paris-Rhône, des cinéastes se sont présentés et se sont proposés pour organiser l'animation, pour faire un montage. Il faut dénoncer ceux qui font tout pour désorganiser la grève, parce qu'ils n'en veulent pas, parce qu'elle ne rentre pas dans «leurs plans» ; il faut pour renforcer l'unité des deux boîtes, l'unité de ceux qui veulent lutter, ils sont la majorité.

Correspondant Lyon : dimanche 12H

PTT GREVE A AUSTERLITZ

Vendredi, les chauffeurs étaient en grève, la direction a alors fait appel à des camions privés (déménagement, poissonnier, etc...) pour briser le mouvement. La Brigade D a refusé d'être des briseurs de grève en refusant de décharger les camions.

La direction a alors pris des sanctions à l'encontre de 4 postiers. La riposte de leurs camarades de travail a été immédiate : la grève est déclenchée et durera jusqu'à la levée des sanctions. Dans un tract qu'ils distribuent aujourd'hui, les postiers du PCR (ml) appellent tous les centres de tri à riposter à cette politique qui n'est pas un cas isolé, mais bien un projet de démantèlement qui s'appuie sur la répression. Ce projet a déjà été mis en échec par la lutte des postiers du PLM, Brune, etc...

RIPOSTE IMMÉDIATE CONTRE LES SANCTIONS, CONTRE LE DÉMANTELEMENT

Correspondant PTT

Assurances du Groupe de Paris «NOUS DÉCIDONS DE CONTINUER LA LUTTE»

Mercredi, les forces de l'ordre entrent dans l'entreprise, très tôt, avant l'arrivée de tous les grévistes. Refus de quitter les locaux. L'expulsion s'effectue malgré notre résistance. Les délégués ont demandé à être reçus afin de savoir s'il était question d'entamer vraiment les négociations. Une réunion était prévue pour jeudi 15 heures. La direction fait traîner volontairement les négociations, et nous apprenons au bout d'une heure que le problème n'a pas encore été abordé. Nous montons à l'étage de la direction et pénétrons dans la salle de réunion. Nous constatons que les cadres sont massivement représentés alors que le personnel, bien que majoritaire, voit ses délégations repoussées en bout de table. Nous posons des questions précises et n'obtenons aucune réponse. Rapidement le PDG Pagezi nous somme de vider les lieux, en présence d'un huissier. Devant notre attitude résolue, des cadres se voulant «musclés» nous agressent et nous provoquent, cherchant manifestement à justifier l'intervention des flics. L'huissier refuse de constater ces voies de fait auxquelles se livrent les cadres, montrant ainsi quel est son maître. Vendredi matin, de nombreux flics envahissent les locaux pour évacuer les grévistes qui sont poursuivis dans les étages. Les travailleurs constatent alors la présence des flics dans notre entreprise et ripostent immédiatement en quittant leur lieu de travail avant que la direction décide le lock out. Une manifestation à laquelle se joignent les travailleurs d'une trentaine d'autres compagnies bloque la circulation dans le quartier.

LES FLICS HORS DES AGP.
NON À LA RÉPRESSION.
OUI AUX REVENDICATIONS.
Le 14/11/75.

Communiqué des grévistes des Assurances du Groupe de Paris.

de nos correspondants

LEGRAND PYRÉNÉES (PAU) :
GRÈVE POUR LE 13^e MOIS ET
300 F D'AUGMENTATION

A Pau, les travailleurs de Legrand Pyrénées sont en grève ; cette entreprise est la plus importante en France, dans le domaine de la construction électrique. Alors que son chiffre d'affaires en 74 a été de 587 millions de francs, et son bénéfice de 20 millions de francs, la direction prétexte des «difficultés» pour imposer des salaires proches du SMIC et des cadences de plus en plus élevées.

Dans un tract signé «les travailleurs en grève» les ouvriers déclarent : «notre lutte sera dure et longue ; c'est pourquoi nous vous demandons votre soutien moral et financier».

SACM : MULHOUSE
AMPLIFICATIONS NOTRE MOUVEMENT

A la SACM, malgré la semi-faite de février 75, la combativité se développe de nouveau dans l'usine : ce sont des différents débrayages qui marquent aujourd'hui cette colère grandissante même si les luttes des différents ateliers ne se mènent pas sur les mêmes objectifs. La lutte la plus significative, c'est celle qu'ont menée les travailleurs de l'Atelier 152, qui se sont battus pour la levée des sanctions contre l'un des leurs. La cellule du PCR de l'usine a soutenu par un tract et ses interventions les différents mouvements qui ont eu lieu et appelle les travailleurs à élargir leur mouvement.

LIP : LA LUTTE S'AMPLIFIE POUR 200 F POUR TOUS

Chez LIP aujourd'hui, les hésitations pour passer à l'action commencent à tomber. Déjà, il y a quelques temps, ce sont les filles de l'atelier de réglage qui débrayaient à la suite de ceux de la mécanique qui ont obtenu des augmentations de salaire. La semaine dernière c'est l'atelier d'habillage qui a débrayé à deux reprises dans la journée pour exiger 200 francs d'augmentation. Cette lutte faisait contraste par sa détermination avec les hésitations à participer au débrayage organisé par les sections CGT et CFDT dans le cadre de la journée nationale d'action de la métallurgie. La section CGT n'a pas hésité à boycotter cette lutte, avançant comme prétexte que l'enthousiasme n'y était pas après la journée d'action nationale. Malgré les obstacles à la lutte que représentent les manœuvres de la direction, la détermination pour lutter aujourd'hui pour l'augmentation des salaires au niveau de toute l'usine commence à s'affirmer. C'est ainsi que la direction tente après avoir reproché à un délégué CFDT de ne pas «jouer le jeu», de mettre dans le cadre du C.E. les discussions sur le terrain de l'enrichissement des tâches, afin d'essayer de dévoyer la combativité qui commence à s'amplifier.

Cellule LIP (F. YVETON) du PCR (ml)

histoire du mouvement ouvrier

IL Y A 15 ANS A LA CONFERENCE DES PARTIS COMMUNISTES ET OUVRIERS :

pour la première fois le révisionnisme khrouchtchévien en accusation

Khrouchtchev, secrétaire du PC d'Union Soviétique, avait fait distribuer aux délégations présentes à la Conférence un texte excluant l'Albanie du camp socialiste. Enver Hoxha lui rétorqua : « Son appartenance au camp socialiste, l'Albanie ne l'a pas reçue en cadeau, mais c'est notre peuple, lui-même, et le PTA qui l'ont conquise au prix du sang versé, du labeur, des sacrifices. Notre « crime » est d'être un petit parti, le parti d'un pays pauvre qui, selon les conceptions du camarade Khrouchtchev, doit se contenter d'applaudir, d'approuver, mais de ne pas exprimer son opinion. Or cette conception n'est pas marxiste. Le droit de dire son mot nous a été conféré par le Marxisme-léninisme. Nul ne peut nous en priver quelles que soient les pressions politiques ou économiques exercées contre nous, quelles que soient les menaces ou les épithètes dont on nous gratifie. (...) Que l'Albanie avance dans la voie du socialisme et qu'elle fasse partie du camp socialiste, ce n'est pas à vous, camarade Khrouchtchev, d'en décider. C'est le peuple albanais, avec à sa tête son Parti du Travail, qui a tranché cette question par sa propre lutte. Et il n'est pas de force au monde qui puisse l'écarter de cette voie ».

UNE COEXISTENCE PACIFIQUE LENINISTE :

Khrouchtchev présentait la coexistence pacifique comme la seule alternative possible à une nouvelle guerre mondiale. La solution des problèmes de la paix et de la liberté des peuples passait par « l'établissement de relations amicales entre les deux grandes puissances du monde : l'Union soviétique et USA ». Les USA ayant, selon lui, perdu leur caractère d'ennemi des peuples, le triomphe du socialisme sur le capitalisme serait le fruit d'une longue coexistence entre les deux systèmes comparant leurs mérites respectifs.

Enver Hoxha déclara : « Il ne peut y avoir d'Etat socialiste, de communiste qui soit contre la coexistence pacifique, qui soit contre la paix. Le grand Lénine a, le premier, posé le principe de la coexistence pacifique des pays à systèmes sociaux différents, comme une nécessité objective tant qu'il existera, dans le monde, à la fois des pays socialistes et des pays capitalistes. Notre Parti du Travail, fidèle à ce grand principe de Lénine, a toujours estimé et il estime encore que la politique de coexistence pacifique répond aux intérêts fondamentaux de tous les peuples, qu'elle répond à l'objectif du renforcement des positions du socialisme ; aussi ce principe de Lénine est-il à la base de toute la politique extérieure de notre Etat populaire.

La coexistence pacifique entre les deux systèmes opposés ne signifie pas, comme le prétendent les révisionnistes modernes, qu'il convient de renoncer à la lutte de classe. Au contraire, la lutte de classe doit se poursuivre, la lutte politique et idéologique contre l'impérialisme, contre l'idéologie bourgeoise et l'idéologie révisionniste, doit

16 novembre 1960 : depuis quelques jours, se déroule à Moscou la conférence des 81 partis communistes et ouvriers. L'atmosphère est très tendue, chaque délégation ayant appris des soviétiques que le Parti du Travail d'Albanie (PTA) a refusé de céder à leurs pressions et continue à s'opposer aux conclusions du XX^e congrès du PC de l'Union Soviétique. Aujourd'hui, c'est au tour d'Enver Hoxha, premier secrétaire du PTA, de prendre la parole.

Quinze ans après, en relisant ce discours, il faut garder en tête son but, tel qu'Enver Hoxha le définit lui-même :

« Notre but est de mettre un terme aux manifestations négatives qui affaiblissent notre unité. Nous voulons voir se raffermir les liens marxistes-léninistes entre partis communistes et ouvriers, entre Etats socialistes. Ainsi seront balayées toutes les erreurs qui ont pu jusqu'à présent se faire jour. Nous restons fermement convaincus que les camarades soviétiques - de même que les autres camarades - prendront nos critiques dans leur véritable sens. Elles sont sévères, mais franches et cordiales ».

16 novembre 1975 : beaucoup de choses ont changé depuis. En 1968, l'URSS a envahi et occupé la Tchécoslovaquie ; ses troupes, sa flotte, sont présentes partout dans le monde, où elles sont confrontées

s'intensifier toujours davantage. Tout en luttant conséquemment pour l'instauration de la coexistence pacifique léniniste, sans faire aucune concession de principe à l'impérialisme, il convient de développer la lutte de classe dans les pays capitalistes, ainsi que le mouvement de libération nationale des peuples des pays coloniaux et dépendants. »

Sur le prétendu changement de nature de l'impérialisme US, Enver Hoxha rappelait : « L'impérialisme mondial essuie des coups sévères qui montrent clairement qu'il n'en est plus à son « âge d'or », lorsqu'il faisait la loi où et quand il le voulait. Si l'initiative lui a maintenant échappé, il ne l'a pas abandonnée de gaieté de coeur. Cette initiative ne lui a pas été arrachée simplement par des mots ou des discours, mais à l'issue d'un long processus de révolutions et de combats sanglants, que le capitalisme a lui-même suscités contre le prolétariat, contre la force des peuples qui se dressaient pour détruire le monde de la faim et de la misère, le monde de la servitude. (...) Nous devons chercher à éviter une guerre mondiale, car elle n'est pas inéluctable, mais nous serions impardonnables de nous bercer d'illusions et de nous laisser surprendre, car la loyauté a toujours été étrangère à nos ennemis ; en eût-il été autrement, ils n'auraient pas été nos ennemis. Nos ennemis sont et resteront des ennemis perfides. Qui se fie à l'ennemi perdra tôt ou tard la partie. »

LA VOIE REVOLUTIONNAIRE AU SOCIALISME

Khrouchtchev soutenait que, grâce à la coexistence pacifique, dans les pays capitalistes, « la classe ouvrière peut acquérir une majorité stable au parle-

à celles des Etats-Unis. Plusieurs pays d'Afrique et d'Asie, en plus de l'Europe orientale, sont mis en coupe réglée par l'URSS, dont les services secrets livrent à la CIA américaine une concurrence à couteaux tirés dans le domaine de la subversion.

L'URSS d'aujourd'hui n'est plus celle à laquelle Enver Hoxha s'adressait alors, avec qui on pouvait encore espérer discuter sur un terrain de principes, entre communistes, malgré la gravité des erreurs commises.

Mais, dans les points de vue et la pratique courageusement dénoncés à l'époque par Enver Hoxha, se préfigure le développement des années suivantes. En prétendant imposer au monde une « paix » américano-soviétique, le PCUS trahissait déjà une ambition de dominer le monde, qui devait se transformer en lutte contre les Etats-Unis pour le partage de la planète. En exerçant des pressions économiques sur l'Albanie et la Chine socialistes, il adoptait une attitude qui devait le mener aux actes proprement agressifs. En poussant les partis communistes des pays capitalistes à renoncer à la révolution, il adoptait une attitude de manipulation qui se transforme aujourd'hui en tentative d'utiliser ces partis, quand ils ont dégénéré, pour favoriser ses visées expansionnistes.

L'unité de ce processus historique

est dans la classe qui l'a mené, la nouvelle bourgeoisie soviétique, qui ne faisait à l'époque que se constituer en classe dominante, asséoir pas à pas son pouvoir d'une façon qui n'était pas encore irréversible ; ce qui explique l'attitude unitaire adoptée par le Parti du Travail d'Albanie et son premier secrétaire, Enver Hoxha, visant avant tout à redresser ce qui pouvait encore l'être.

L'attitude courageuse du Parti du Travail d'Albanie et de son secrétaire politique permettra à de nombreux communistes sincères de combattre fermement le révisionnisme dans leur pays. La scission dans le Mouvement Communiste International achevée par le révisionnisme soviétique en 1963, conduira sur la base des acquis de la lutte des Partis Communistes de Chine et d'Albanie, à la naissance dans de nombreux pays, dont le nôtre, des premières forces marxistes-léninistes.

L'évolution même du PC d'URSS, et l'attitude de principe adoptée à son égard par le Parti du Travail d'Albanie, comportent un enseignement important : comment le révisionnisme, de courant idéologique de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, se transforme, quand il se cristallise en ligne politique, en danger direct pour le pouvoir de la classe ouvrière, et débouche sur une politique d'Etat entièrement bourgeoise.



Enver Hoxha, premier secrétaire du Parti du Travail d'Albanie.

ment et le transformer d'organe de la démocratie bourgeoise en une arme de la volonté authentique du peuple ». Enver Hoxha soulignait : « Les partis communistes et ouvriers des pays capitalistes doivent lutter pour que s'instaure la coexistence pacifique entre leur pays, encore dominés par le système capitaliste, et nos pays socialistes. Une telle action renforce les positions de la paix, affaiblit les positions du capitalisme dans chacun de leur pays et apporte plus généralement un soutien à la lutte de classe dans ces pays. Mais ce n'est pas là leur seule tâche. Il faut que dans ces pays se développe, croisse et se renforce la lutte de classe et que les masses travailleuses, guidées par le prolétariat de chaque pays, son parti communiste en tête, et en alliance avec tout le prolétariat mondial, rendent l'existence impossible à l'impérialisme, sapent les bases de son appareil de guerre et de son économie, lui arrachent de vive force le pouvoir économique et politique pour s'acheminer vers la destruction de l'ancien pou-

voir et instaurer le nouveau pouvoir du peuple. Cela le feront-elles par la violence ou par la voie pacifique et parlementaire ? » et il ajoutait, treize ans avant la fin tragique de « l'expérience » chilienne du passage pacifique au socialisme : « Nous devons nous préparer (...) surtout pour la prise du pouvoir par la violence (...) La bourgeoisie permet bien à chacun de discourir. Mais, à un moment donné, elle monte un coup de force fasciste et écrase les révolutionnaires s'ils n'ont préparé ni les cadres assez fermes, ni le travail clandestin, ni les bases destinées aux luttes illégales, ni les moyens de combat. Nous devons prévenir cette tragique éventualité ».

STALINE ET LE MARXISME-LÉNINISME

Khrouchtchev, lors du XX^e congrès du PC d'Union Soviétique en février 1956, s'était lancé dans une violente attaque de Staline. A travers Staline, il s'agissait, en fait, de s'attaquer

à Lénine et à la voie révolutionnaire du passage au socialisme.

Enver Hoxha déclara : « Il s'est ainsi créé une situation intolérable. Toute une époque glorieuse de l'histoire de l'Union Soviétique, une époque qui vit s'ériger le premier Etat socialiste du monde, (...) qui vit l'Union Soviétique (...) édifier avec succès le socialisme et, durant la seconde guerre mondiale, se battre avec un héroïsme légendaire, mettre à bas le fascisme et libérer les peuples, (...) est ainsi privée de tête, de guide (...) Staline a-t-il commis des erreurs ? Assurément oui. (...) Non seulement des erreurs personnelles de Joseph Staline, mais aussi de la direction en tant qu'organe collectif. Est-il un parti ou un dirigeant qui se considère exempt de toute erreur dans son travail ? Lorsque des critiques sont soulevées à l'égard de la direction soviétique actuelle, les camarades soviétiques nous conseillent de regarder en avant, (...) mais lorsqu'il s'agit de Staline, non seulement ils ne regardent pas en avant, mais ils reviennent (...) très en arrière, pour ne fouiller que dans les faiblesses de l'œuvre de Staline. »

UNE POLITIQUE DE GRANDE PUISSANCE

Sur les pressions exercées par Khrouchtchev à l'encontre de l'Albanie, Enver Hoxha révéla : « cette année, notre pays a été frappé par une série de calamités naturelles. La population était menacée de famine et les faibles réserves de notre pays consommées. Nous fîmes appel d'urgence à l'Union Soviétique. Nous dûmes attendre 45 jours pour recevoir une réponse de l'Union Soviétique. Au lieu de 50 000 tonnes de blé demandées, elle nous en accorda que 10 000. Khrouchtchev nous avait dit : « chez nous, les rats à eux seuls mangent autant de blé que vous en consommez ». En Union Soviétique, les rats donc continuaient de se nourrir. Mais le peuple albanais, lui, devait mourir de faim tant que la direction du Parti du Travail ne se serait pas soumise à la volonté de la direction soviétique... » Et Enver Hoxha se contentait de rappeler simplement ce que fut Staline : « En 1945, lorsque notre pays était menacé de famine, le camarade Staline dérouta les navires, chargés de céréales destinées au peuple soviétique qui souffrait pourtant lui-même à l'époque d'une pénurie de vivres, pour les envoyer à notre peuple. Staline s'est comporté en toute occasion comme un internationaliste véritable, comme un ami sincère du peuple albanais ».

Camille NOËL

Le discours d'Enver Hoxha est publié intégralement :

- aux éditions Naim Frashëri (Tirana) dans le recueil : « le Parti du Travail d'Albanie dans la lutte contre le révisionnisme moderne »
- chez Maspéro, dans le recueil : Enver Hoxha « face au révisionnisme » réalisé par Gilbert Mury
- En vente aux Amitiés Franco-Albanaises, 84, rue de Ménilmontant, 75 020 Paris

journées d'action contre le chômage du 15 & 16 novembre

PREMIERS COMPTE-RENDUS

Besançon

Samedi 15 à Montrapon, le PCR (ml) est intervenu sur le quartier par des prises de parole devant les bâtiments. Une diffusion du Quotidien du Peuple a reçu un très bon accueil - plus de 80 journaux ont été vendus au porte à porte sur le quartier. A la table ronde, le soir, la discussion a porté sur l'unité entre travailleurs actifs et chômeurs et sur la mobilisation des travailleurs dans le comité de lutte contre le chômage en même temps que dans les syndicats. Mercredi prochain, à la réunion du Comité de Lutte contre le Chômage, les syndicalistes de Bourgeois et du CAT viendront renforcer l'action. En effet, de plus en plus, se pose le problème des heures supplémentaires et de l'augmentation des cadences.

Lorraine-Villerupt

Depuis la restructuration de Wendel-Sidelor, le pays-haut est durement touché par le chômage. Les immigrations vers le Luxembourg sont le résultat de la politique de collaboration des partis de gauche. A présent,

sous prétexte de crise, dans la métallurgie, les patrons font chômer 18 jours par trimestre à Sacilor, ils réduisent à 40h et parlent même de réduire à 32h à Micheville alors que dans le même temps la production passait de 14 000 à 16 000 tonnes!

Au Luxembourg, de graves menaces pèsent sur les frontaliers français et sur les sidérurgistes luxembourgeois. C'est dans cette situation qu'est intervenu le PCR (ml) le 15 novembre. Pour affirmer notre volonté de lutte contre les patrons de la sidérurgie européenne, pour affirmer que notre lutte dépasse les frontières, c'est avec les camarades marxistes-léninistes luxembourgeois du KBL que l'action a été préparée et réalisée (discussions communes aux portes des usines luxembourgeoises). C'est ainsi que les manifestants ont parcouru les rues populaires de Villerupt, scandant des mots d'ordre contre le chômage, faisant des interventions devant les travailleurs, expliquant les propositions du PCR (ml). Nombreux sont les travailleurs qui venaient écouter et discuter. Cette action prouve bien que malgré les déclarations défaitistes du PCF la lutte contre le chômage peut s'engager avec les larges masses.

Lyon

A l'occasion des journées nationales d'action contre le chômage, le PCR (ml) est intervenu sur différents quartiers. Samedi matin, une vingtaine de personnes s'étaient rassemblées sur le marché de la ZUP de Vénissieux avec banderoles, drapeaux, panneaux, prises de paroles, ventes du Quotidien du Peuple. Au cours de cette intervention, plusieurs chômeurs affirmèrent leur volonté de lutter contre le chômage et prirent contact avec les membres du Comité de lutte pour l'emploi contre le chômage et la vie chère. Pour clore cette intervention, une petite manifestation traversait le marché en reprenant le mot d'ordre «contre le chômage, unité populaire». Puis, ce fut une intervention sur le marché de Villeurbanne : un camarade gréviste de Paris-Rhône prit la parole et expliqua la lutte. Cette intervention fut d'autant mieux accueillie qu'un membre du Comité de lutte contre le chômage de Villeurbanne rappela la situation des luttes dans les usines de la ville : AMTEC, GILMO OBSESSION, VALENTINE, etc... et invita les habitants du quartier à participer à la fin de la semaine à une

assemblée populaire du comité. L'après-midi, une caravane de plusieurs voitures portant affiches, panneaux, parcourait les rues de la ville s'arrêtant pour intervenir sur la place d'un quartier populaire où étaient rassemblés de nombreux travailleurs immigrés.

Le parcours de cette caravane devait se terminer devant Paris-Rhône occupé. Ce matin, dimanche, le PCR (ml) est intervenu dans le 3^e arrondissement sur un marché avec des jeunes de l'UCJR puis au marché aux puces.

communiqué

Assemblée populaire du comité de lutte contre le chômage de Villeurbanne vendredi 21 novembre 20 H 30 Centre oecuménique 39, rue Courteline Villeurbanne

Rectificatif :

A la page 5 de notre numéro de samedi 15 novembre, une erreur a rendu incompréhensible le mot d'ordre sur les loyers. Il fallait lire «Pas de loyer supérieur à 10% du salaire».

Dans l'article sur Montrapon, ce n'est pas Jeanneney qui est PDG de la CEDIS mais Mathey ; Jeanneney quant à lui n'est que patron de plusieurs magasins.

cinéma

«le faux-cul» la pitrerie réactionnaire

«Le faux-cul» est à l'affiche de toutes les grandes salles de cinéma. C'est un film de Michel de Ré, qui met en scène la vedette, Bernard Blier. Dans la tête du réalisateur, il y a la volonté de faire rire de l'actualité. Il appartient à toute cette génération de réalisateurs bourgeois qui ont pour métier de «décrisper», tout en renforçant les idées auxquelles la bourgeoisie voudrait que l'on adhère. Le «faux-cul», c'est donc Blier. Il faut reconnaître qu'il réussit bien dans le rôle. Il a le don de symboliser les salopards, qu'ils soient flics ou gangsters.

Blier est chargé de la protection d'un chef d'Etat venu en France, pour visiter les centrales nucléaires et de ce fait devenu la proie des hommes d'affaires et des ministres français. C'est donc une bataille entre les différents services secrets du monde qui s'engage, suivant qu'ils sont pour ou contre la matérialisation des accords. Le nœud du comique devrait en principe résider dans le fait que Blier «en voit de toutes les couleurs» et qu'il ne parvient pas à s'en sortir ; le hasard et ses pratiques de faux-jeu étant sa seule chance de réussir sa mission «protectrice».

Déjà, de ce point de vue là c'est raté. Les gags sont mal amenés et ne font pas rire ; les séquences trop longues. D'autre part, c'est un petit chef-d'œuvre de racisme et de poncifs réactionnaires. Le film crée à plaisir un imbroglio avec les différents services secrets qui se tirent dessus, et veut par là amener l'idée que tous les pays sont

pareils, qu'aucune cause ne se différencie des autres, que «toutes ces histoires» de politique s'est finalement un beau pot-au-noir dont il vaut mieux rigoler.

Le sol français devient le théâtre d'exécutions sommaires «les arabes tirent sur les sionistes, les américains sur les deux, les flics français en sont victimes...» Bref, finalement l'idéologie qui sous-tend tout cela, est directement inspirée de la propagande que la bourgeoisie mène aujourd'hui lorsqu'elle présente l'Etat français comme une victime dans un monde de violence, de guerre, un monde au milieu duquel elle a bien du mal à survivre.

Mais si le réalisateur entretient l'idée des pauvres ministres français bien malmenés par les petits d'Afrique, il ne se dispense pas pour autant d'y inclure des jugements de valeur qui suffisent à prouver que derrière le je-m'en-fous-tisme, c'est un réactionnaire qui se cache. En effet, parmi tous les agents qui se battent, ceux qui nous sont présentés comme les plus sympathiques ce sont... les agents sionistes ! Là, de Ré va même au delà de ce qu'espérait faire la bourgeoisie ouvertement. Les sionistes sont présentés comme, finalement, nos seuls alliés ; nos alliés contre les arabes bien sûr !

Dans ce qu'il veut décrire comme un monde absurde, on voit bien de quel côté se situe de Ré : contre les peuples, en champion de la réaction.

Claude VILLARD

sports

le dopage

Mercredi débutait à Gand en Belgique un procès sur une importante affaire de dopage. Parmi les accusés plusieurs coureurs cyclistes, des médecins. Il leur est reproché d'avoir fourni ou administré des substances dopantes à des coureurs cyclistes.

L'affaire a éclaté après le championnat du monde de cyclo-cross. Eric De Vlaeminck qui n'avait obtenu aucun résultat de sa saison devait gagner la course, le contrôle anti-dopage était négatif. Une fouille de ses bagages révélait cependant un impressionnant stock de produits dopants. Interrogé De Vlaeminck dénonçait tous ceux qui lui avaient fourni des dopings : parmi eux des entraîneurs ; des soigneurs, et des médecins. Il avouait ne plus pouvoir se passer de stimulants même en dehors des compétitions, à tel point qu'en raison de son état mental il a dû être interné.

Cette affaire met au grand jour le degré de décomposition du cyclisme professionnel. Les milieux du sport professionnel tentent de dégaucher leur responsabilité en plaçant l'ignorance ou la bonne foi abusée. Mais parmi ceux qui sont en cause, il y a des champions renommés tels que De Vlaeminck et Foré, mais aussi un médecin belge spécialiste en médecine sportive, réputé adversaire du dopage, des entraîneurs. Et au-delà c'est tout le sport cycliste, son organisation, ses méthodes, sa conception qui sont en cause. Qu'on se rappelle la mort de Simpson sur les pentes du Ventoux, ou celle plus récente de Misac, non dopé il est vrai mais épuisé par une saison

surchargée : le programme d'une saison cycliste est tel qu'il oblige les coureurs à se doper ou à s'épuiser. Si les cyclistes se dopent, et cela souvent dès leurs débuts en amateurs, c'est qu'ils sont condamnés à gagner ou à disparaître. Les marques qui financent le sport cycliste depuis ses origines - les premières courses ont été organisées pour assurer la promotion de marque de cycles - obligent les sportifs qu'elles emploient à réaliser l'exploit pour leur publicité et ne s'intéressent qu'à l'élite. Un coureur qui n'arrive pas à tenir le rythme infernal est impitoyablement mis au chômage, s'il est professionnel, ou délaissé par son équipe s'il est amateur.

Les responsables sportifs prétendent lutter contre le dopage, en fait ils l'encouragent en développant l'esprit de compétition acharnée, en programmant des courses répétées demandant un effort athlétique épuisant, en faisant du sport une affaire commerciale.

Le cyclisme est particulièrement gangréné, mais les autres sports ne sont pas exempts de reproches, même l'athlétisme qui est longtemps resté relativement à l'abri du dopage est maintenant de plus en plus touché. Entre autres par l'emploi d'anabolisants, produits qui développent artificiellement la musculature, très utilisés chez les haltérophiles.

Tant que le sport sera une affaire d'argent ou de prestige, le professionnalisme et ses conséquences tels le dopage, les fraudes continueront à se développer.

programme

télévision

LUNDI 17 NOVEMBRE

TF 1
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR - feuilleton
20 h 00 - JOUR AL
20 h 30 - CAMERA POUR RIRE « LES MOTARDS » film
22 h 45 - JOURNAL et fin

A 2
18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARÈS DES ENFANTS
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LA TÊTE ET LES JAMBES
21 h 45 - LE SOLENNEL MONSIEUR PHILIPPE DE CHAMPAGNE
23 h 25 - JOURNAL et fin

FR 3
18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX
20 h 30 - PRESTIGE DU CINÉMA « RUE DES PRAIRIES »
22 h 00 - JOURNAL et fin

MARDI 18 NOVEMBRE

TF 1
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR feuilleton
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - QUOI ? DE QUI ?
21 h 20 - CES ANNÉES-LÀ : 1946-1970
22 h 20 - DE VIVE VOIX
23 h 20 - JOURNAL et fin

A 2
18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARÈS DES ENFANTS
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LES DOSSIERS DE L'ÉCRAN « LE VIEIL HOMME ET L'ENFANT » film
23 h 15 - JOURNAL et fin

FR 3
18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - LES ANIMAUX CHEZ EUX
20 h 30 - WESTERNS, AVENTURES « LA LOI DE LA PRAIRIE »
22 h 05 - JOURNAL et fin

notre sélection télévision

Roger Pierre et Jean Marc Thibault sont les interprètes de la série de variétés la plus stupide des derniers mois : « Les z'heureux rois z'Henri ». La soirée de lundi soir sur TF1 leur est consacrée à partir de 20h30. Après la diffusion du film : « Les motards » qu'ils ont tourné en 1959 et dont ils sont les auteurs, ils répondront aux questions d'André Halimi et donneront leur conception du cinéma. Se réclamant de Mel Brooks et de Woody Allen, ce sera l'occasion d'aborder la question de la parodie.

international

le PCP tente de devoyer la riposte d'ensemble

Suite de la page une

Puissance du mouvement des masses : la participation de travailleurs venus de tout le pays, y compris des grandes propriétés agricoles du sud, montrait à l'évidence, après les mouvements des ouvriers, paysans et soldats de ces dernières semaines, à quel point le gouvernement social démocrate a été rendu impopulaire par ses tentatives de rétablir «l'ordre» capitaliste. Pour l'essentiel, cette entreprise a aujourd'hui échoué. La dernière proposition du parti socialiste, de transporter à Porto le siège du gouvernement, en est la preuve : il s'agit en effet de dresser une partie du pays contre l'autre, de préparer une guerre civile réactionnaire qui s'appuierait sur le nord contre le sud, sur Porto contre Lisbonne. Tentative que le mouvement des soldats de Porto, le mois dernier, rend pour l'instant heureusement peu susceptible de succès.

Cependant, la question de la perspective politique que les masses populaires peuvent se donner est posée avec force par les difficultés croissantes du pouvoir actuel : par quoi remplacer le gouvernement réactionnaire ? A cette question, les dirigeants du PCP portugais prétendent avoir une réponse : la constitution d'un gouvernement où le parti socialiste lui accorderait une plus grande place qu'aujourd'hui.

Cette solution, les masses portugaises en ont déjà fait l'expérience des mois durant. Et les pratiques actuelles du PCP leur en donnent un nouvel avant-goût. Ainsi, à l'Assemblée Générale des commissions de travailleurs de la ceinture de Lisbonne, tenue pour préparer la manifestation d'hier, les travailleurs de la TAP (compagnie aérienne), ont dû quitter la réunion pour protester contre les méthodes bureaucratiques du secrétariat formé par le PCP ; le sens de son action a été clairement mis à jour quand un de ses partisans a déclaré que le contrôle ouvrier devait être un contrôle sur les ouvriers, sur la façon dont ils produisent.

Les tentatives du PCP pour subordonner le mouvement des masses à ses objectifs rencontrent de grandes difficultés : lors de la séquestration du gouvernement dans le palais de Sao Bento, les maçons sont passés outre les mises en garde révisionnistes contre ces formes d'action, ils ont hué les représentants de l'intersyndicale quand ceux-ci ont tenté de les frustrer de leur victoire par un compromis boiteux.

Dehors, le sixième gouvernement ! Voilà sur quoi le peuple portugais s'entend aisément. Mélange du sixième et cinquième ? Ce n'est certainement pas ce à quoi il aspire. Jean LERMET



ANGOLA : 400 RUSSES A LUANDA, MENACÉE PAR LES SUD-AFRICAINS

Les combats se poursuivent en Angola, au lendemain de l'accession de cette ancienne colonie portugaise à l'indépendance.

Ces combats sont l'occasion, pour les puissances étrangères - l'URSS en premier lieu - d'intervenir dans les affaires angolaises. 400 «conseillers militaires» soviétiques avaient débarqué à Luanda, pour encadrer les troupes du MPLA (Mouvement Populaire de Libération de l'Angola), ils s'ajoutent aux 1.200 soldats cubains déjà présents aux côtés des membres du MPLA. Prétextant la présence politique de l'URSS et ses livraisons de matériel militaire, l'Afrique du Sud est, elle aussi, intervenue militairement. Les derniers combats ont opposé les troupes du MPLA aux soldats sud-africains. La ville portuaire de Novo-Redondo est tombée aux mains des troupes organisées par

l'Afrique du Sud. Il semble que les troupes de l'Unita et du FNLA (Front National de Libération de l'Angola) ne faisaient qu'occuper les territoires tombés aux mains d'une colonne de blindés partie de Namibie, au sud de l'Angola, et composée de chars AMX sud-africains. Cette colonne est ravitaillée par l'aviation sud-africaine et elle comporte en son sein des mercenaires français, ainsi que d'anciens agents de la PIDE.

On assiste donc au renforcement de la rivalité entre les puissances étrangères pour le contrôle des richesses de l'Angola et de sa position géographique stratégique. Si ces puissances se combattent, elles n'en sont pas moins toutes d'accord pour empêcher le peuple angolais d'accéder à une réelle indépendance, sans tutelle quelle qu'elle soit.

le quotidien du peuple

en bref

FRANCE : QUAND PONIA RECOIT LE COMTE DE BARCELONE...

Un lecteur de la Roche sur Yon, nous communique cette information parue dans la presse régionale : le week-end dernier, le comte de Barcelone, fils du roi Alphonse XIII, renversé en 1931 par les peuples d'Espagne, et père de Don Juan Carlos, a chassé en compagnie de Poniatowski dans la propriété solonchote d'un industriel parisien, près de Brinon sur Sauldre. Comme quoi, un franquiste déguisé et un libéral proclamé s'entendent toujours comme cul et chemise.

LE DOIGT SUR LA «DÉTENTE»

Les contradictions ne sont toujours pas résolues entre l'URSS et les Etats-Unis dans la négociation dite de «limitation des armements stratégiques» (SALT). Depuis, maintenant des mois, la discussion achoppe sur la question d'un échange entre le système de bombardiers soviétiques dits «backfire» et le système de missiles américains guidés dit «cruise», les soviétiques faisant preuve d'intransigeance sur ce point.

Aux Etats-Unis même, malgré le limogeage de Schlesinger, secrétaire d'Etat à la défense, (particulièrement vigilant à l'égard de l'installation d'un déséquilibre des forces par rapport à l'Union Soviétique), les réticences à la politique de «détente» continuent à se manifester, devant le renforcement de la politique agressive de Moscou. D'une part, le président Gerald Ford a lui-même affirmé que les USA devaient rester la première puissance militaire mondiale. D'autre part, le Congrès a engagé une procédure contre Kissinger, accusé de refuser la transmission de certains documents des services secrets. Il s'agit entre autres, de pièces qui prouveraient l'avance militaire prise par Moscou à la faveur des précédents accords «SALT». La crise interne américaine vient visiblement renforcer la position de l'URSS dans les rapports de force entre les deux super-grands.

SAHARA OCCIDENTAL : LA LUTTE DU PEUPLE SAHARAÏ CONTINUE

L'Espagne a annoncé qu'elle se retirerait du Sahara qu'elle occupe depuis plus de 80 ans, le 28 février 1976. Toutefois, a-t-elle précisé, il ne saurait être question d'une reconnaissance de la juste lutte du peuple sahraoui. L'Espagne a déclaré que l'ONU ne se chargera pas de l'organisation d'un référendum sur l'autodétermination et l'indépendance du peuple sahraoui. Après le départ de ses troupes, en effet, le pouvoir administratif sera remis aux autorités marocaines, mauritaniennes et au «peuple sahraoui» représenté par l'assemblée locale mise sur pieds par les colonialistes espagnols. De la sorte, l'Espagne croit pouvoir sauver ses exploitations des gisements de phosphates. Calcul faux, puisqu'il oublie le facteur essentiel : la volonté inébranlable du peuple sahraoui d'être enfin maître chez lui. La lutte continuera dans le Sahara occidental.

Chine

LES CAMPAGNES SE MOBILISENT

En Chine, l'agriculture n'est pas seulement une affaire des départements agricoles, mais de tout le pays et de tout le peuple. Les habitants des divers milieux citadins ont été mobilisés dans plusieurs régions pour soutenir l'agriculture ; des organismes gouvernementaux et des usines ont envoyé leurs camions transporter de l'eau aux communes populaires du Hopei, atteint de sécheresse, des cadres et des étudiants sont allés aider les paysans pour irriguer les terres. De même, nombreux sont ces ouvriers qui ont gagné les campagnes pour réparer les instruments d'irrigation.

Dans le même temps, de nombreux cadres participent au travail d'aménagement de l'infrastructure des champs, de leur protection contre les inondations ou l'érosion. Surtout, des milliers de jeunes diplômés vont volontairement d'installer dans les campagnes, mettant leurs connaissances au service des paysans.

Dans une lettre adressée au président Mao et au comité central du Parti Communiste chinois, les représentants de ces jeunes intellectuels, ont déclaré :

«Avec nos mains, nous travaillerons pour métamorphoser notre campagne, encore très arriérée en un paradis prospère et puissant. Il est indispensable de restreindre les différences entre ouvriers et paysans et entre travail intellectuel et travail manuel, et de développer



Les masses changent le visage de la campagne : aménagement du fleuve Haiha.

l'agriculture socialiste». Après avoir souligné combien l'installation de jeunes instruits dans les régions rurales constituent un important moyen pour éduquer et former à l'école des paysans pauvres des millions de continuateurs de la révolution, les auteurs de la lettre concluent en soulignant les buts fixés au mouvement révolutionnaire actuel : «Le développement de notre économie nationale pourrait établir, avant 1980, un système industriel et un système d'économie nationale relativement complets, réaliser avant la fin du siècle la modernisation tant de l'agriculture, de l'industrie, de la défense nationale que de la science et de la technique, de

façon à porter notre économie nationale aux premiers rangs du monde». Cette campagne de mobilisation se développe actuellement dans les zones rurales en Chine sur le thème de «prendre exemple sur Tatchai».

Elle permet de montrer une volonté affirmée de développement équilibré des villes et des campagnes, sans que ces dernières ne soient réduites, comme c'est le cas en France, à devenir le réservoir de main-d'œuvre des premières. La place de l'agriculture dans le développement équilibré de l'économie nationale chinoise est définie par le principe général de «prendre l'agri-

culture comme base et l'industrie comme facteur dominant».

Cela signifie que l'agriculture vient au premier rang dans le développement économique et qu'elle constitue la base sur laquelle l'industrie légère et l'industrie lourde peuvent être développées. Ainsi actuellement, en Chine, 70% des matières premières destinées à l'industrie légère viennent de l'agriculture. Pour renforcer le développement agricole, les camarades chinois insistent sur la mécanisation nécessaire de l'agriculture, d'ici 1980, en développant activement l'industrie des machines agricoles, selon les conditions locales, et les petites unités de production (cimenteries, houillères, engrais chimiques).

Pourquoi de telles transformations sont-elles possibles ? Wan Yu-Kouen, paysan pauvre de la région du Hopei, répond : «Après la libération, à la campagne se sont établis l'économie collective et les rapports de production socialistes. Les paysans, désormais maîtres de l'Etat, ont mis pleinement en œuvre leur initiative et leur force créatrice. Les paysans sont de plus en plus conscients qu'ils cultivent les champs pour la révolution. Nous avons transformé notre village, autrefois pauvre et constamment menacé par la sécheresse, en un village-nouveau, doté de toutes les installations d'irrigation».

Camille NOËL